

L'ÉVEIL

de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004 Prix : 250 F CFA

**Compagnie Energie Electrique du Togo :
Une cinquantaine
de valeureux
agents honorés** P.2



**Un nouveau courrier de Fabre
à Faure pour une rencontre** P.4
**L'ANC négocie-t-elle
un accord avec UNIR ?**



Faure Gnassingbé, Président de la République



Jean-Pierre Fabre, Président de l'ANC

**Courrier réponse du Chef de
l'Etat au président de l'ANC :**
Véritables leçons de démocratie et
de clairvoyance politique de Faure
Gnassingbé à Jean-Pierre Fabre P.3

**Présidentielle de 2015 et interdiction
de Fabre à Faure d'être candidat :**
Quand la minorité veut
imposer ses desideratas
à la majorité P.3



Isabelle Améganvi de l'ANC

Rencontre de l'opposition sans le CST :
Premier coup d'échec
de l'Appel des Patriotes P.3



Fulbert Attisso, journaliste et écrivain

Protection civile :
Remise officielle d'un don
de matériels incendie aux
corps des Sapeurs-pompiers P.5&6

Action humanitaire dans le Kpélé :
L'honorable Tsegan Djigbodi fait don d'une
valeur de plus de six millions à la population P.4



Remise symbolique de table-bancs par l'honorable Tségan

Pour sa première sortie publique au cours de cette année 2014 l'honorable Ayawavi Djigbodi Tsegan, première questeur, ambassadrice politique de la préfecture de Kpélé, a choisi les affaires sociales de Kpélé Govié pour la rencontre avec ses parents. C'était le vendredi 28 février dernier. L'ambiance était celle des grands jours, et la mobilisation gigantesque. Hommes, femmes et enfants étaient au rendez-vous. Les témoins de la ferveur particulière qu'a suscitée l'arrivée de l'honorable Tségan démentiront l'assertion selon laquelle après le vote, le politique disparaît et réapparaît à la veille d'une prochaine élection. Voulant faire d'une pierre deux coups, outre le bilan de la mission a elle confiée, Mme Djigbodi a fait don de tables bancs, de médicaments et des feuilles de tôles à la population de sa localité...

Compagnie Energie Electrique du Togo :

Une cinquantaine de valeureux agents honorés

Depuis la création de la CEET, il a été institué des récompenses annuelles aux agents qui ont marqué avec éloquence leur passage à leur poste. Cette année encore, le Directeur Général de la CEET n'a pas voulu ramer à contre courant de cette tradition qui est désormais dans les mœurs.

20, 25, 30 ou encore 35 ans. C'est le nombre d'années que ces hommes et femmes, agents de la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET), honorés le 28 février 2014 à Lomé, ont passé à leur poste.

Comme la tradition l'exige, la CEET, ils ont eu droit à une



Le Directeur Général de la CEET, Dr Gwandé Djétékli lors de son allocution

tes de la chanson et des humoristes. " Ne devient pas récipiendaire qui le veut. Car derrière chaque récipiendaire

Gmakagni, Directeur des Ressources Humaines. Il a également comparé l'évènement du jour à l'histoire d

lui, " nous sommes nombreux à être engagés à la CEET mais combien y parviennent ? " s'est-il interrogé.

exemplaires.

" Soyez fiers d'être une référence en matière de professionnalisme au sein de notre entreprise ", a lancé le Directeur Général de la CEET, Dr Gwandé DJETELI, aux récipiendaires.

Pour terminer ses propos, le DG de la CEET a donné des conseils à la nouvelle génération surtout les plus jeunes souvent pressés qu'il a invité à emboîter le pas aux récipiendaires et à cultiver l'humilité, vertu importante dans toute chose.

Pour le Directeur Général de la CEET, l'année 2014, est un nouveau cap que son entreprise doit amorcer tout



Le Directeur Général de la CEET, Dr Gwandé Djétékli, au milieu, posant avec des récipiendaires



Dr Nicabou lors de son allocution de bienvenu

cérémonie de remise de diplôme d'honneur suivie d'une fête enrichie par les prestations de plusieurs artis-

re qui a accompli 20, 25, 30 et 35 ans se cache une histoire de combat, de persévérance, en un mot de vétéran ", a déclaré le Dr. Nikabou

Méka dans le roman le vieux nègre et la médaille et a demandé aux récipiendaire d'être fier de la distinction dont ils sont l'objet car pour

En effet, ces récipiendaires sont des travailleurs de la CEET qui se sont fait distinguer au cours de leur carrière par des services loyaux et

en relevant un défi : fournir en continu l'électricité aux populations, servir vite et bien le client.

L'Eveil de la Nation



Remise de diplôme de reconnaissance à certains agents méritant de la CEET



L'ambiance festive lors de cette cérémonie de reconnaissance.

Rencontre de l'opposition sans le CST :

Premier coup d'échec de l'Appel des Patriotes

La première rencontre officielle de l'initiateur de l'Appel des Patriotes Fulber Attisso avec les partis politiques en vue de créer une synergie pour aboutir à une candidature unique de l'opposition en 2015 a été plutôt un coup d'échec au désarroi des organisateurs qui pensaient réaliser un coup

de maître.

En effet, le Collectif Sauvons le Togo a brillé par son absence à la rencontre et ainsi la Coalition Arc-en-ciel, OBUTS et sursaut Togo, présents ont dû tourner en rond avec les responsables de l'Appel des

Patriotes.

La rencontre qui était prévue pour plancher sur les états généraux de l'opposition au cours de la prochaine élection présidentielle, a vite tourné court. " Nous ne sommes pas allés dans le vif du sujet " à cause de l'absence du CST a confié Fulbert Attisso

à la fin de la rencontre. Sur les raisons qui ont motivé le CST à boycotter la rencontre, l'initiateur de l'Appel des Patriotes répond que : " Aucune raison ne nous ait donné ". Tout le monde a souhaité que le CST nous rejoigne et discuter pour voir comment faire pour préparer les états généraux. Le CST dit qu'il n'est pas contre l'initiative. L'absence du CST se situe sur comment l'initiation a été adressée, c'est la méthode ".
Mais merde, quelle absurdité de s'attacher à une idée sachant pertinemment qu'elle est irréalisable. Plutôt que de s'attacher à une supposée unicité impossible de l'opposition, les leaders feraient mieux de proposer une alternance au peuple. L'unicité d'action ou la candidature unique de l'opposition ne saurait être un projet de société pour une élection à fort enjeu.

Comment comprendre qu'à quelques mois d'une élection présidentielle des partis politiques passent leur temps à vouloir régler des querelles d'égo qui datent de plus de deux décennies et pire sachant qu'ils ne pourront pas aboutir.

Dans tous les pays, l'opposition propose toujours une alternance au pouvoir en place. Celle togolaise passe plutôt le clair de son temps dans des querelles de personnes. Ainsi comme le disait quelqu'un les portes sont grandement ouvertes au candidat du parti au pouvoir pour ce scrutin présidentiel de 2015.



Fulbert Attisso, journaliste et écrivain

Kpélaflia Biva

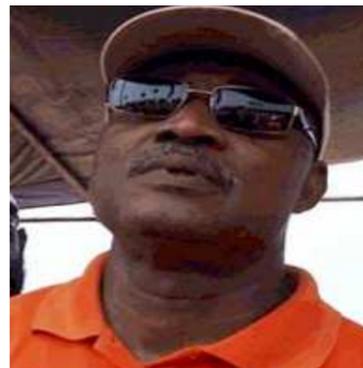
Courrier réponse du Chef de l'Etat au président de l'ANC :

Véritables leçons de démocratie et de clairvoyance politique de Faure Gnassingbé à Jean-Pierre Fabre

Il nous en souvient que dernièrement les médias et les politiques ont réagi et commenté abondamment la correspondance adressée au Chef de l'Etat par le président de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) aux fins de demander au Président de la République d'ouvrir un dialogue et de " hâter les réformes nécessaires selon les multiples accords (...) pour qu'enfin le Togo connaisse des échéances électorales justes, équitables ". Nombre d'autres leaders ont qualifié la démarche de cavalière solitaire et de présomptueuse.



Faure Gnassingbé



Jean-Pierre Fabre

son rôle et cesser d'être simplement une chambre d'enregistrement. Leçon de clairvoyance politique parce que la politique ne devrait pas penser à lui seul mais à tous ceux qui l'ont élu.

Fabre est à sa deuxième législature quelle proposition de loi a-t-il fait ? Aucune malheureusement et c'est ça la politique à la Togolaise. D'ailleurs, aussi bien l'Accord Politique Global auquel fait référence Fabre que la Constitution de la IVème République sont clairs là-dessus : L'initiative d'une loi ou de sa révision appartient concurremment au Chef de l'Etat et à

l'Assemblée nationale.

Particulièrement en ce qui concerne les réformes institutionnelles et constitutionnelles, l'APG les a confiées à l'Assemblée nationale post APG. Ce n'est donc pas de la faute de Faure Gnassingbé si on est là où nous sommes.

Vivement donc que Fabre apprenne bien et retienne les leçons afin d'éviter dorénavant de se croire tout permis ou de fouler aux pieds les règles minimales de démocratie.

La Rédaction

Mais au-delà des commentaires de tous bords, un constat était claire et indiscutable. Après avoir trompé près de quatre ans durant ses militants et marcheurs du weekend Jean-Pierre Fabre a enfin dit haut ce qu'il pensait tout bas : Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé est le Président de la République, chef de l'Etat. Si non comment comprendre qu'on conteste l'élection de quelqu'un à la présidence de la République et au même moment l'appeler Chef de l'Etat. Allez-y comprendre quelque chose.

Qu'à cela ne tienne, ce qui nous intéresse aujourd'hui est la réponse du Chef de l'Etat au président de l'ANC par voie épistolaire et là encore c'est un véritable camouflé qu'a reçu le président de la plage.

Le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé n'est pas passé du dos de la cuillère pour dire les quatre vérités à Jean-Pierre Fabre l'amateur politique. L'occupant du Palais de la Marina estime en effet que pour faire les réformes, l'Assemblée nationale est le cadre " le plus indiqué ".

Faure Gnassingbé écrit entre autres en effet " la consolidation de la démocratie dans notre pays, exige que chaque institution joue pleinement son rôle. Le peuple Togolais a aujourd'hui l'avantage de disposer d'une Assemblée nationale où les principaux courants politiques sont représentés. Elle offre ainsi le cadre plus indiqué pour débattre utilement des réformes envisagées conformément à l'esprit de l'Accord Politique Global "

Quel camouflé au soit disant, chef de file de l'opposition ! Véritables leçons de démocratie et de clairvoyance politique.

Leçon de démocratie parce que c'est ainsi que cela doit se passer et non ce que proposait Fabre. On ne peut pas se dire démocrate chercher à mettre sous veilleuse les institutions de la République.

L'Assemblée nationale doit jouer

Republique Togolaise

Le Président
N° 043 - 2014/PR

Lomé, le 25 février 2014

Monsieur le Président de l'Alliance nationale pour le changement,

J'ai accusé réception de votre récent courrier demandant l'ouverture d'un dialogue pour discuter des réformes politiques. J'en prends acte.

Comme vous le savez, la consolidation de la démocratie dans notre pays exige que chaque institution joue pleinement son rôle. Le peuple togolais a aujourd'hui l'avantage de disposer d'une Assemblée nationale où les principaux courants politiques sont représentés. Elle offre ainsi le cadre le plus indiqué pour débattre utilement des réformes envisagées, conformément à l'esprit de l'Accord politique global.

J'ai instruit à cet effet le Premier ministre afin qu'il prenne les dispositions pour l'ouverture prochaine au sein de l'Assemblée nationale des discussions sur les propositions de réformes institutionnelles et constitutionnelles.

Le Premier ministre prendra attache avec vous dans ce cadre et restera à l'écoute de toutes les bonnes volontés qui se manifestent.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de l'Alliance nationale pour le changement, l'assurance de ma considération distinguée.

Faure Essozimna GNASSINGBE

Monsieur Jean-Pierre FABRE
Président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC)

LOME

Présidentielle de 2015 et interdiction de Fabre à Faure d'être candidat : Quand la minorité veut imposer ses desideratas à la majorité

L'heure H pour la présidentielle de 2015 n'a pas encore sonnée mais des " agitations " sont déjà signalées dans les états majors des partis politiques, qui pour vanter les mérites de son candidats, qui pour dénier à l'adversaire le droit de solliciter le suffrage des togolais. Dans ce ping pong d'une élection d'un enjeu vital pour le Togo, les populations observent et ne savent pas encore à quelle sauce les politiciens vont les manger.

C'est au cours de ce qu'il a pompeusement baptisé tournée nationale que Jean Pierre Fabre a déclaré qu'il dit se donner " un devoir national " de dire à Faure Gnassingbé qu'il ne pourra plus à nouveau se présenter à la présidentielle de 2015

Un discours qui est complètement aux antipodes des dispositions constitutionnelles qui jusqu'à ce matin encore n'interdit pas à Faure Gnassingbé d'être candidat à sa propre succession lors de l'élection Présidentielle de 2015. Cette déclaration que Jean Pierre Fabre a pensé être " un devoir national " semble être un front de plus que le leader de l'ANC vient de perdre le premier front sur sa saisine du Chef de l'Etat lui demandant d'ouvrir le dialogue sur les les réformes constitutionnelles et institutionnelles en respectant l'esprit et la lettre de l'Accord politique global.

Fabre va loin et annonce clairement son désir d'exclure une catégorie de togolais de la gestion des affaires de l'état lorsqu'il déclare : " le Togo n'est pas une propriété familiale qui se transmet de père en fils. La Présidence de la République n'est pas réservée à la famille Gnassingbé. Tous les enfants de ce pays ont le droit d'avoir une ambition. "

Ce qui est étrangement étonnant

et dont l'ancien lieutenant de Gilchrist Olympio oublie de dire à ses militants, c'est que la constitution togolaise pour le moment n'interdit pas à Faure de rempiler pour un autre mandat.

Et en bon politicien et de surcroît député de la République et démocrate, il aurait pu s'efforcer de respecter les dispositions contenues dans cette constitution. Aujourd'hui, la fibre sur laquelle le Président de l'ANC tente de tirer ne lui sera pas bénéfique parce qu'au moment où lui seul ergote sur des sujets qui ne pourraient probablement trouver solution avant la présidentielle de 2015, les autres partis ne perdent pas le temps, ils sont déjà sur le terrain et tentent de mobiliser les électeurs dans la perspective de cette échéance très capitale pour notre pays.

Pour l'heure, Faure Gnassingbé n'a pas encore annoncé ses intentions pour 2015 mais on ne comprend pas l'agitation stérile de Fabre et ensuite, au regard du paysage actuel on se demande s'il ne serait pas judicieux pour lui d'éviter de lancer des débats de ce genre dans les rues et de garder à l'esprit comme d'ailleurs lui a répondu Faure Gnassingbé que le cadre idéal pour ce genre de discussion c'est bel et bien l'assemblée nationale qui regroupe les principales formations et regroupement du pays.

A la lumière de ce qui précède, on réalise que le débat que Fabre Député de son Etat vient de lancer dans la rue et devant des militants de son parti alors que lui-même, sait très bien où ce genre de discussion peut se tenir est une preuve éloquente de l'amateurisme qui caractérise les actions de celui qui se fait passer pour le Chef de file de l'opposition.

Kpélaflia Biva

Elections locales à venir

Le Collectif Sauvons le Togo pris en flagrant délit de mensonge

" Il est scandaleux de constater que les tenants du régime sillonnent les contrées du pays pour soutenir qu'elles (élections locales) n'auront pas lieu avant la présidentielle de 2015 révélant ainsi les réelles intentions du régime " édicte entre autres la déclaration liminaire du CST à l'occasion de sa sortie médiatique du mardi dernier.

On dit souvent que le vert est rouge ou que le oui est non pour les politiciens. Cette assertion a été vérifiée à cette occasion.

En effet les responsables du CST ont été pris en flagrant délit de mensonge lors de la conférence de presse par eux organisée.

Sur interpellation des journalistes, ils n'ont pas été capables d'apporter

des preuves à leurs affirmations ne serait-ce qu'en donnant un exemple de personnalité qui sillonne le pays ou des localités visitées pour jeter l'anathème sur les locales.

Il est inadmissible qu'on puisse faire des déclarations gratuites à un niveau pareil sans être en mesure d'apporter la moindre preuve. Voilà pourquoi ça ne marche pas pour les auteurs depuis 24 ans et ça ne marchera pas.

D'ailleurs le Chef de l'Etat n'a-t-il pas, lors de son message à la nation, à l'occasion des fêtes de fin d'année, réitéré sa volonté d'organiser les élections locales ?

Par la suite, le ministre de l'administration territoriale des Collectivités locales et de la décentralisation, Gilbert Bawara a indiqué clairement



Ata Zeus Ajavon, Coord. CST

la démarche du gouvernement.

Et puis, n'y a-t-il pas eu des concertations gouvernement. Partis politiques et partenaires sur ces élections locales, auxquelles les partis membres du CST ont pris part ?

L'Eveil de la Nation

Action humanitaire dans le Kpélé :

L'honorable Tsegan Djigbodi fait don de plus de six millions à la population

Pour sa première sortie publique au cours de cette année 2014 l'honorable Ayawavi Djigbodi Tsegan premier questeur ambassadrice politique de la préfecture de Kpélé, a choisi les affaires sociales de Kpélé Govié pour la rencontre avec ses parents. C'était le vendredi 28 février dernier. L'ambiance était celle des grands jours, et la mobilisation gigantesque. Hommes, femmes et enfants étaient au rendez-vous. Les témoins de la ferveur particulière qu'a suscitée l'arrivée de l'honorable Tségan démentiront l'assertion selon laquelle après le vote, le politique disparaît et réapparait à la veille d'une prochaine élection.

Volant faire d'une pierre deux coups, outre le bilan de la mission a elle confiée, Mme Djigbodi a fait don de tables bancs, de médicaments et des feuilles de tôles à la population de sa localité.



Remise d'un lot de médicaments

volonté du parti Unir mais c'est un budget voté dans le but d'engager le pays dans un élan de développement.

Tout en reconnaissant que des efforts restent à faire en ce qui concerne le bien être de la population, s'empêcher de remarquer au

qui fait des vagues n'a pas été négligé. Elle a signifié que cette question préoccupe le plus haut sommet de l'état en témoigne l'atelier de Blitta qui a défini un couloir de transhumance pour régler définitivement cette question nationale.

Se rappelant de Kpélé dans un aspect de ses préoccupations, notamment la santé et l'éducation qui est sans nul doute le credo du parti UNIR Mme Tsegan s'est munie de médicaments, de feuilles de tôles et de tables bancs qui est une démarche personnelle de l'honorable avec l'appui des cadres de la localité d'une valeur totale de plus de six (06) millions.

Il est à remarquer que les 100 tables bancs sont un don de l'entreprise de bâtiment et travaux publics CECO-BTP. Les tôles viennent à point nommé quand on sait que plusieurs concessions ont été ravagées par une pluie diluvienne le 09 février dernier.

Dans son adresse de circonstance, le préfet de la localité, M. Sépé Komlan Jules a remercié la donatrice et a convié l'assistance à lui prêter main forte pour une politique réussie de la préfecture de Kpélé.

Vivement que d'autres bonnes volontés puissent emboîter les pas à l'honorable Tsegan qui a signifié que l'heure n'est plus au discours mais aux actes pour combler les multiples manques des populations aux quotidiens.

Adam ADJRONOU



Remise des tables-bancs

Accompagnée d'une forte délégation, l'honorable Tségan a, dès l'entame de ses propos, présenté le Pr Dokenou Christophe, nouvel ambassadeur plénipotentiaire du Togo près l'Allemagne fruit de la reconnaissance du Président fondateur de UNIR à la localité de Kpélé. Elle a poursuivi en expliquant les ramifications que comportait le budget 2014 auquel, les élus du peuple se sont consacrés jusqu' alors. Elle a tenu un langage franc avec ses parents en leur signifiant que le vote du budget de l'état est intervenu suite à des débats très houleux et n'est pas la seule manifestation de la

passage des chantiers ouverts par le gouvernement relèverait d'un manque de bonne foi.

Répondant à quelques préoccupations liées, notamment à la question de l'emploi, l'honorable député a appelé la jeunesse à plus de dynamisme et à l'entrepreneuriat. Elle a fait allusion au Fnds national de la finance inclusive (FNFI) qui est un canal qui permettra aux citoyens surtout les femmes ayant des projets d'entreprise d'accéder aux services financiers sine qua non à la croissance économique inclusive à la création de richesse au Togo.

Le problème de la transhumance

Un nouveau courrier de Fabre à Faure pour une rencontre L'ANC négocie un accord avec UNIR ?

La politique togolaise ne finit pas de révéler ses secrets. Après le premier courrier dans lequel il demandait l'ouverture d'un dialogue pour plancher sur les réformes et la réponse de Faure pour indiquer le cadre approprié pour les réformes, Jean Pierre Fabre vient une fois encore envoyer une nouvelle correspondance dans laquelle il demande à rencontrer le Chef de l'Etat.

Les observateurs avisés se posent tout de suite la question de savoir si ces démarches ne correspondraient pas à une réédition de la part de celui qui se montre depuis un certains intraitable sur les questions de dialogue et de rencontres avec Faure Gnassingbé.

Fabre a-t-il compris aujourd'hui que seul le dialogue prôné depuis toujours par Faure peut faire avancer le Togo ? En demandant à rencontrer le Chef de l'Etat, a-t-il déjà oublié qu'il a raccroché Faure Gnassingbé au nez lorsque personnellement le Président de la République l'avait invité pour une concertation ?

Aujourd'hui, l'ancien disciple de Gilchrist semble être dos au mur et certains de ses proches n'écartent pas l'hypothèse d'un éventuel accord de gouvernement entre l'ANC et le parti UNIR. Pour le moment on attend de voir de quoi demain sera fait.

LEN

Suite à la hausse des prix à la pompe des produits pétroliers

LE GOUVERNEMENT S'APPRÊTE À PRENDRE DES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT POUR SOULAGER LES POPULATIONS

Le Conseil National du Dialogue Social (CNDS) comprenant des représentants du gouvernement et des centrales syndicales s'est réuni vendredi en session pour délibérer sur des recommandations devant faire objet de mesures d'accompagnement à l'issue de la hausse des prix à la pompe des produits pétroliers.

Au terme des travaux, un certain nombre de recommandations dont le détail n'a pas été communiqué, ont été retenues par les membres du CNDS aux rangs desquels les ministres Adji Othèth Ayassor de l'Economie et des Finances, John Siabi Aglo du Travail et Dédé Ekoué de l'Action social.

Il a été essentiellement question de trouver des mesures d'accompagnement afin de limiter l'impact de la hausse de ces prix intervenue à la mi-janvier. Les représentants du gouvernement à cette assise ont promis tenir compte de ces recommandations afin de prendre des mesures appropriées, dans les tous prochains jours.

Vivement qu'elles arrivent vite pour soulager tant soit peu les consommateurs!

Kpéla Biva



Le PM Séléagodji A. Ahoomey-Zunu

Côte d'Ivoire :

Le parti de Fologo demande à son tour la libération de Laurent Gbagbo

Le parti de Laurent Dona Fologo, Le Rassemblement pour la paix, le progrès et le partage (RPP) a demandé la libération de l'ancien président Ivoirien Laurent Gbagbo détenu à La Haye, samedi lors de sa rentrée politique à Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire.

progrès et le partage, samedi 01 mars lors de la rentrée politique du parti dans le quartier de Yopougon.

Le parti de Laurent Dona Fologo estime que l'ancien président Ivoirien détenu à La Haye depuis 2011 " à sa pierre a apporté à la construction du pays." Laurent Dona Fologo Rechercher président du Rassemblement pour la paix, le progrès et le partage (RPP) a été président du Conseil économique et social de Côte d'Ivoire (CES) sous l'ancien président Laurent Gbagbo, jusqu'au 19 mai 2011.

Source : koaci.com

" Nous souhaitons que le président Alassane Ouattara se rétablisse, que le dialogue politique entamé se poursuive et que nos frères en prison soient libérés, Laurent Gbagbo en tête ", a affirmé Ernest Aka Brou, 3e vice-président du Rpp, Le Rassemblement pour la paix, le

Pour vos annonces, publicités, reportages et communiqués contactez le 22 46 57 87/ 90 03 17 74 / 99 52 10 11

AMELIORER LES CONDITIONS D'ACCES AUX MEDICAMENTS :

Les travaux de 16^e édition de l'assemblée générale de l'ACAME ouvert à Lomé

Une cérémonie d'ouverture des travaux de la 16^e édition de l'assemblée générale de l'Association des Centrales d'Achats en Médicaments Essentiels (ACAME), présidée par le Premier ministre, Kwesi Séléagodji Ahoomey-Zunu, a eu lieu le jeudi 27 février à Lomé.

Organisé par la CAMEG-TOGO, centrale d'achat de médicament au Togo et membre de ladite association, cette rencontre a aussi connu la présence de certains membres du gouvernement, des représentants d'organisations internationales. Elle a servi de tri-

bune au lancement des travaux de cette 16^e assemblée générale que le Togo a eu l'honneur d'accueillir.

De tradition annuelle, cette rencontre internationale donnera l'occasion à la branche togolaise de présider aux destinées de cette association en succédant au président choisi lors de la 15^e édition tenue au Burundi.

Le Premier ministre, Ahoomey-Zunu, a, lors de son intervention, exprimé à l'endroit des directeurs généraux des centrales d'achats des médicaments la reconnaissance du gouvernement et du peuple togolais pour le choix du Togo d'abriter cette rencontre d'une impor-



La table d'honneur à l'ouverture des travaux de la 16^e AG de l'ACAME

tance capitale. Il a rappelé la volonté constante du gouvernement à amélio-

rer les conditions d'accès aux soins de santé et particulièrement aux médicaments aux populations. Ainsi, a-t-il souligné le rôle, autrefois, joué par les " pharmacies centrales " au Togo ; à savoir : TOGOPHARMA et PHARMAPRO et les conséquences de la dévaluation du Franc CFA sur l'approvisionnement en médicaments des pays africains en général et en particulier le Togo.

Selon lui, l'accès universel aux médicaments essentiels génériques de qualité, à un coût abordable, demeure indispensable à l'exercice du droit à la santé. Il a aussi relevé les différents problèmes au sein de l'espace couvert par l'association ACAME notamment, l'insuffisance d'informations nécessaires à la prise de décisions dans la chaîne de distribution pharmaceutique, depuis l'importateur jusqu'au consommateur final.

Le premier ministre a, enfin, rassuré les membres de l'ACAME, de l'assistance du gouvernement togolais pour l'atteinte de leur objectif et souhaiter que les travaux soient empreints d'une volonté commune d'agir collectivement, pour mieux défendre les intérêts

sanitaires des populations respectives.

La directrice général de la CAMEG-TOGO, Dr Assih Mamessilé, a tout d'abord rappelé la vocation première des centrales d'achats qui est celle de garantir un approvisionnement régulier en médicaments essentiels de qualité dans les formations sanitaires du secteur public, à un prix accessible pour les populations. Selon elle, dans le cadre de la disponibilité et de l'accessibilité des médicaments et représentent les instruments privilégiés de la mise en œuvre des politiques pharmaceutiques nationales. Madame Assih a appelé le gouvernement à prendre toutes les mesures politiques et dispositions statutaires pour en permettre un management efficace. Elle a insisté sur la nécessité qu'aux termes de la rencontre de partage d'expériences, que les compétences respectives soient perfectionnées.

Monsieur Barnabé Rihanda, président de l'ACAME, a présenté l'institution qu'il préside. Selon lui, elle est créée en 1996 et a son siège à Ouagadougou et rassemble aujourd'hui 21 membres répartis en Afrique de l'ouest, Afrique centrale, l'Océan indien et le Magreb.

Entre autres objectifs, elle vise l'échange d'expérience et entraide entre Centrales d'achat ; organiser des formations sur la base de besoins communs identifiés ; l'harmonisation des documents techniques et des instruments de travail. Il a déclaré être convaincu que les recommandations et avis des experts et des partenaires ici présents contribueront au mieux au système d'informations sanitaires de nos pays.

Armand

Journée internationale de la femme édition 2014

"L'autonomisation économique de la femme, c'est le progrès pour toutes et tous"

Le 08 mars, la communauté internationale célèbre la journée internationale de la femme. Le thème retenu sur le plan international est "l'égalité pour les femmes, c'est le progrès pour toutes et tous". Pour donner le ton à cette célébration le ministre de l'action sociale de la promotion de la femme et de l'alphabétisation Mme Dédé Ahoéfa Ekoué a adressé un message à la nation le samedi dernier à Lomé.



Mme Dédé Ahoéfa Ekoué, ministre de l'Action Sociale même et l'esprit entrepreneurial légendaires de la femme togolaise ne sont plus à démontrer. C'est ce qui explique d'ailleurs le lancement du Fonds national de la finance inclusive (FNFI) pour permettre la conjonction des stratégies de développement du secteur privé, alliées au fonds national de la finance inclusive permettant de préparer les femmes à relever les défis liés aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) dont l'échéance fatidique de 2015 est déjà à nos portes.

Un programme très alléchant va meubler ce mois entre autres des causeries-débats et éducatives, des conférences, des émissions radio-

télévisées et autres activités multiformes seront organisées pour discuter de cette importante thématique à travers tout le territoire.

Elle nourrit l'espoir qu'à travers ces activités, les acteurs soient sensibilisés sur comment ils peuvent contribuer à renforcer l'alphabétisation ; aider les femmes à saisir les opportunités dans les filières porteuses de notre économie ; permettre aux femmes d'accéder au capital, au crédit et aux moyens de production et favoriser leur insertion professionnelle dans la vie économique et sociale et promouvoir le respect des droits des femmes y compris le renforcement de la lutte contre les violences faites aux femmes entre autres.

Adam A.

Dans son adresse, le ministre de l'Action Sociale de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation a signifié que par rapport au thème retenu, le Secrétaire Général des Nations Unies a déclaré que les pays dans lesquels les femmes sont traitées sur un pied d'égalité avec les hommes jouissent d'une meilleure croissance économique en ligne avec l'impératif national d'atteindre les objectifs de la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE), le gouvernement sous l'impulsion avisée du président de la République, a choisi pour thème "l'autonomisation économique de la femme, c'est le progrès pour toutes et pour tous".

A en croire la ministre, le dyna-

Protection civile :

Remise officielle d'un don de matériels incendie aux corps des Sapeurs-pompiers

Pour se donner tous les atouts afin de pouvoir assurer de manière efficace et efficiente le pilotage et la conduite des actions liées à la protection civile, le ministre en charge de la sécurité et de la protection civile est sur tous les fronts pour optimiser le professionnalisme et doter ce corps d'équipements adéquats. Portant main forte et grâce à l'excellence des relations entre le Togo et la France, 20 sapeurs pompiers togolais à l'instar de 9 autres pays africains viennent de bénéficier pendant 3 semaines d'une stage " Moniteurs aux techniques de base incendie " grâce au projet d'appui au service de protection civile des pays de l'Afrique francophone.

Cette cérémonie dont la remise des diplômes aux stagiaires formés a été couplé d'une remise officielle de don de matériel incendie à ce corps, a été placée sous l'autorité du ministre de la

Sécurité et de la Protection civile, le Col. Yark Damehane, qui avait à ses côtés le chargé d'affaires de l'ambassade de France au Togo, représentant l'Ambassadeur.

L'intérêt que le gouvernement porte aux problèmes de sécurité des personnes et des biens en générale aux questions liées à la protection civile en particulier dénote du désir de chaque Togolais de vivre en toute tranquillité. Ce qui est d'ailleurs leur droit. Ce don est composé de tuyaux souples, des appareils respiratoires isolants et leur machine de recharge d'air pur, pour une valeur total d'environ 19500 euros, soient près de 13 millions de francs CFA.

Le ministre Yark a signifié qu'il est instruit par le chef de l'Etat à faire en sorte que les conditions de travail des corps des sapeurs pompiers s'améli-

Suite à la page 6

FORMATION DES CADRES TECHNIQUES MUNICIPAUX :

Un atelier ouvert lundi dernier au siège de l'UCT à Lomé

L'Union des Communes du Togo (UCT) a organisé une cérémonie d'ouverture d'un atelier de formation des agents et cadres techniques des communes du Togo le lundi 24 février à Lomé.

Placé sous le thème : " La maîtrise d'ouvrage communal ", cette formation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Création des Centres de Ressources (PCCR) cofinancé par l'UE, l'AIME, le CRCA, le CIFAL et le SCAC. Elle entend renforcer les connaissances des participants et les outiller à des techniques nécessaires à l'accomplissement de leurs missions de développement dans les différentes communes.

Cette formation de cinq (5) jours qui a pris fin le vendredi 28 février, portera sur sept modules à savoir : les théories, concepts fondamentaux et problématique de développement local et de la décentralisation ; les expériences comparées de développement Local et de décentralisation ; l'introduction à la maîtrise d'ouvrage communale et son importance dans le développement local ; la gestion du patrimoine communal ; l'appui à la maîtrise d'ouvrage communal, exemple du volet hygiène et assainissement ; l'exercice de la maîtrise d'ouvrage communal dans la réalisation et la gestion des infrastructures commer-



Vue partielle des participants à l'atelier

ciaux et la maîtrise d'ouvrage communale : élévation des projets communaux.

Le président de l'Union des Communes du Togo (UCT), monsieur Kassagné Adjonou, qui a présidé la cérémonie d'ouverture, a indiqué que cette formation revêt une importance capitale pour les participants et les a exhortés à faire preuve de beaucoup de sérieux et d'attention afin que les connaissances utiles qui leur seront transmises leur servent à innover les méthodes d'administration des différentes communes du Togo pour un développement efficace à la base.

Le coordonnateur du PCCR, M. Logossou Kokou Joseph a déclaré que cette formation permettra aux participants d'arriver à planifier les actions

de développement dans les localités, à penser une série de tâches, à les organiser, à les exécuter et à les suivre pour des résultats probants.

Rappelons que le PCCR est né du constat qu'au Togo, les acteurs de développement local et les populations en général ont un accès limité aux informations concernant le développement de leur territoire et les enjeux de la décentralisation.

Pour combler ce déficit, il est assigné au PCCR certains objectifs ci-après : informer les populations des communes et les acteurs locaux sur les enjeux liés au développement local et à la décentralisation, renforcer les capacités des collectivités locales et leur apporter des appuis-conseils.

Armand

Côte d'Ivoire/ Après plusieurs semaines d'hospitalisation en France :

Alassane Ouattara de retour aux affaires

Alassane Ouattara est rentré à Abidjan ce dimanche 2 mars. Apparemment en bonne santé, le président ivoirien est donc de retour après plusieurs semaines d'hospitalisation en France. Et il n'a pas attendu avant de reprendre ses activités de chef d'Etat.

Le retour d'Alassane Ouattara était organisé pour montrer qu'il était bel et bien sur pied et en forme. Le président ivoirien est certes affaibli par l'opération, mais il ne s'en cache pas. Il joue avec humour de la canne sur laquelle il doit s'appuyer, une canne transformée en symbole politique de renouveau par ses partisans qui étaient venus en masse l'accueillir.

Des convois sont venus de tout le pays, souvent organisés par les

autorités locales pour une arrivée à l'aéroport retransmise en direct par la télévision ivoirienne et sur des écrans géants placés dans plusieurs quartiers d'Abidjan. Le président ivoirien s'est offert un bain de foule. " Vivant et ressuscité ", ont scandé ses partisans électrisés, comme un pied de nez à l'opposition qui avait donné Alassane Ouattara pour mort à plusieurs reprises. Ce lundi matin d'ailleurs, certains de leurs journaux continuent à titrer en Une que des doutes persistent sur le bon état de santé du président ivoirien.

Rencontre prévue avec le roi du Maroc

Après des semaines d'absence, Alassane Ouattara a pris du retard dans ces affaires. Il va maintenant s'efforcer de le rattraper, notamment sur le plan diplomatique.



Le président ivoirien Alassane Ouattara de retour à Abidjan, le 2 mars 2014.

Dimanche, Mohammed VI était à l'aéroport pour accueillir Alassane Ouattara. Le roi du Maroc est arrivé à Abidjan il y a une semaine et il a prolongé sa visite en Côte d'Ivoire de quelques jours pour pouvoir s'entretenir avec le président ivoirien. Une rencontre qui a lieu ce lundi, avant qu'il ne s'envole pour Conakry.

En revanche, le voyage de François Hollande a été décalé. Le président français avait prévu de venir à Abidjan juste après son voyage au Nigeria, en fin de semaine dernière. Sa visite a finalement été repoussée au mois de juin ou de juillet. **Source : koaci.com**

Sénouvo Agbota-Zinsou met à nu les tares de l'opposition togolaise : Contestations en fonds de commerce, panne de stratégie, manque de conscience des leaders...

" Il faut être aveugle ou menteur ou démagogue pour faire croire aux Togolais que l'opposition, dans son état actuel, ou n'importe lequel de nos opposants qui chacun se déclare le "plus présidentiable" puisse remporter les élections présidentielles de 2015 " a déclaré, entre autres, le Dr Sénouvo Agbota-Zinsou, auteur dramaturge togolais, ancien directeur de la troupe nationale du Togo, une des figures de l'opposition et membre de la diaspora en Allemagne. C'était chez un confrère en ligne occhio-news.com.

Le dramaturge n'est pas passé du dos de la cuillère pour cracher des vérités et mettre ainsi à nu les tares de l'opposition togolaise.

Il n'a pas hésité à qualifier ceux que nous appelons pompeusement parfois de leaders de l'opposition de soi-disant opposants.

Pour Agbota-Zinsou l'opposition se complait " dans une forme de contestation qui devient de jour en jour un fonds de commerce " parce

qu'elle ne possède aucune voie de son unité et est systématiquement " en panne de stratégie ".

" L'unité et la stratégie, manquant à l'opposition, on ne peut vraiment pas dire qu'elle porte en elle l'espoir de nos populations " soutient Dr Sénouvo Agbota-Zinsou.

En parlant des marcheurs de tous les samedis, il enfonce le clou en ces termes : " Que chacun s'interroge sincèrement et de manière lucide, ainsi bien les organisateurs et mesures de ces marches que ceux qui y participent : ce sont des marches qui nous mènent où ? Qui ont produits et peuvent produire quel résultat ? "

Toutes ces tares, nous les avons, d'une manière ou d'une autre, relevées dans nos différentes publications. Mais des gens ont pensé que nous étions des oiseaux de mauvais augure. Aujourd'hui c'est un opposant qui parle de l'opposition et des opposants.

L'heure des déballages est arrivée et le meilleure reste à venir.

La Rédaction

Lutte contre le cancer : Des acteurs en colloque à Lomé

Le cancer est une cause majeure de décès dans le monde. Il continue de faire des victimes innocentes dans les familles et communautés au Togo. Il est possible de réduire et assurer le contrôle du cancer en appliquant des stratégies fondées sur des bases factuelles pour sa prévention.

Pour se faire un colloque ouvert au public sur le thème " Situation de la prévention et de la prise en charge du cancer au Togo ; enjeux et perspectives " a été organisé le mercredi dernier à Lomé par le Programme national de lutte contre les maladies non transmissibles. Ce colloque ouvert par le ministre des Droits de l'homme, M. Hamadou Yakoubou, a pour objectif de renforcer l'engagement politique en faveur de la prévention et de la lutte anticancéreuse au Togo.

En effet, la population togolaise est sous informée des risques communs aux maladies non transmissibles en générale et des cancer en particuliers. De fait, beaucoup de personnes continuent de vivre avec des idées reçues, totalement fausses sur le cancer.

Ainsi pour la plupart, l'annonce du diagnostic du cancer est considérée comme un "arrêt à mort", et le recours aux soins considérés comme vains. Cette situation fait que la majorité des familles vivent la maladie dans l'anonymat total très loin du système de santé. Un système de santé qui, malgré les efforts consen-

tis ces dernières années par le gouvernement et ses partenaires, n'arrive pas encore à offrir des soins holistiques pour le cancer.

A ce jour, la prise en charge du cancer n'est pas organisée dans le système de santé. C'est dans cette perspective, que le programme nationale de lutte contre les maladies non transmissibles par sa composante lutte contre le cancer compte lancer une

grande campagne d'information et de sensibilisation de la population, des professionnels de la santé et des partenaires techniques et financiers pour une action concertée afin de réduire la morbi-mortalité au Togo.

Ce colloque premier du genre au Togo, s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale 2014 contre le cancer.

Adam A.

Stratégie nationale de gestion des catastrophes Plan de travail stratégique

Dans ses priorités d'action pour le bien-être de la population, le gouvernement a inscrit la prévention et la gestion des catastrophes en bonne place. Cette vision a servi de base pour l'élaboration de la stratégie nationale de gestion des catastrophes qui sert d'orientation pour toutes les actions en matière de prévention et de gestion de catastrophes.

C'est dans ce cadre que le Togo bénéficiant de l'expertise du commandement des Etats-Unis pour l'Afrique (USAFRICOM), a réceptionné, le mardi dernier, du plan national de travail stratégique sur 3 à 5 ans dans la gestion des catastrophes et introduire la transition à la deuxième phase de la mise en œuvre du programme de préparation aux catastrophes au Togo.

Cet atelier dont la cérémonie d'ouverture est administrée par le ministre de l'Action sociale, de la Promotion de la femme et de l'alphabétisation, Mme Ekoue Dédé Ahoefa en présence du ministre de l'environnement M. André Johnson se veut l'expression tangible des excellentes relations de coopération et d'amitié que le Togo entretient avec les Etats-Unis d'Amérique.

Dans son allocution d'ouverture le ministre de l'action sociale a fait remarquer que c'est depuis 2012 que le Togo a bénéficié de l'engagement

de l'USAFRICOM avec la mise en œuvre de l'élaboration d'un plan national de préparation et d'intervention en cas de pandémie ainsi que d'un plan national de travail stratégique sur 3 à 5 ans dans ce domaine. Des lacunes et dysfonctionnement assorti de l'exercice de simulation du 06 au 14 juin 2013 ont permis d'établir les bases pour l'élaboration de ce plan qui renforcera les capacités de réponse aux catastrophes éventuelles.

Dans le cadre de la voie à suivre relative au plan de travail stratégique du Togo il sera question de mettre en place une agence nationale pour la réduction des risques et la gestion des catastrophes ; effectuer des simulations des plans civils et militaires ; renforcer les capacités des personnes impliquées dans le dispositif de gestion des catastrophes et d'intervention d'urgence ; apporter un soutien logistique ; renforcer la coordination entre les différents partenaires et mettre en place des structures de gestion des catastrophes et d'intervention d'urgence au niveau régional.

Outre l'expertise de l'USAFRICOM le centre pour la médecine de catastrophe et d'aide humanitaire (CDHAM) a été mise à contribution.

Vivement que ce sujet qui crée des mules puisse contribuer à une gestion efficace des risques de catastrophe.

ADAM

Protection civile :

Remise officielle d'un don de matériels incendie aux corps des Sapeurs-pompiers

Suite de la page 5

re. Pour sa part le chef corps des sapeurs pompiers le lieutenant colonel Agoro a remercié les deux instructeurs français, Emmanuel Bordereau et Noël Pothin qui ont fait montre, tout au long de ces trois semaines, d'une expertise remarquable mais surtout ont mis le cœur dans la conduite de ce stage.

Une simulation des acquis a marquée la fin de la cérémonie. Les 20 récipiendaires vont à leur tour former le reste une fois arrivés dans leurs unités respectives.

Adam A.



Photo de famille des participants et autorités sécuritaires

Pour vos annonces, publicités, reportages et communiqués contactez le 22328595/90 03 1774 / 99 52 10 11



NOUVEAU PACK 3XL

Une belle idée cadeau
à prix cadeau

Partage
internet
par Wifi

Débit
Internet
jusqu'à
2,8 Mb/s



Découvrez le nouveau **PACK 3XL** de **TOGO TELECOM** et profitez doublement de ses avantages !

- ✔ Le smartphone : Internet + illico + GSM à 0 F
 - ✔ 2 000 F/mois de crédit de communication
 - ✔ 10 000 F/mois de forfait Internet Haut Débit de 2 Go
- Le tout sur 6 mois** en rechargeant au moins 5000 F/mois.

Bénéficiez également de la fonction de partage de votre connexion Internet par Wifi.

Pack 3XL, le 3 en 1 : Internet + illico + GSM à seulement 72 000 F.

Pour plus d'informations, rendez-vous dans l'Espace Telecom le plus proche ou **appelez le 112.**

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg

TOGO CELLULAIRE

Composez

* **104** #

pour souscrire à distance à
de nombreux services via votre mobile!



- **Roaming prépayé**
- **Changement de profil**
- **Internet**
(souscription + achat de forfait)

le numero qui vous facilite la vie ...

Pour souscrire à nos services depuis votre mobile, composez *104#

Le code *104# vous permet de souscrire aux services à distance depuis votre téléphone sans avoir besoin de vous présenter dans une agence.

Les options accessibles sont :

1. souscription au roaming prépayé,
2. souscription à la 3G,
3. Achat de forfaits internet (1 jour, 7 jours, 30 jours),
4. Consultation de la validité du forfait internet
5. Changement de profil (Jeune, Classique, Privilège et Leader).

Comment ça marche ?

Tapez *104# et lancez l'appel :

- **Roaming prépayé**
 - ✓ 1. Souscription
 - ✓ 2. Désactivation
 - ✓ 0. Menu principal

- **Internet**
 - ✓ 1. Souscription
 - ✓ 2. Forfait 1 jour
 - ✓ 3. Forfait 7 jours
 - ✓ 4. Forfait 30 jours
 - ✓ 5. Validité du forfait
 - ✓ 0. Menu principal
- **Changement de profil**
 - ✓ 1. Vers jeune
 - ✓ 2. Vers classique
 - ✓ 3. Vers privilège
 - ✓ 4. Vers leader
 - ✓ 0. Menu principal



Sélectionnez un service et validez
Vous recevez un sms vous indiquant le résultat de votre demande.

Les frais liés aux différents services sont prélevés directement sur votre compte principal en cas de succès du traitement de la demande.

NOVEMBRE 2013



LE LEADER

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

L'ÉVEIL
de la nation

Siège : Adidoadin, Pavée Prolongé, 2ème Carré après la Pharmacie Le Galieen
Tél: (00228) 22 32 85 95
Directeur de Publication:
Sama T. DJOBO
(00228) .90 03 17 74
.98 62 72 72

Responsable commercial:
Adam Adjronou
90 11 87 88
Rédaction:
Biva KPELAFIA,
Sam DJOBO,
Adam A.
Armand Attisso

Secrétariat :
AGBERE Takira

Imprimerie:
La Colombe
Tirage :
2.500 exemplaires